

Veille Coronavirus du SER de Londres

Semaine du 18 au 24 septembre 2020

1. Evolution épidémiologique

Au 23 septembre à 16 heures, 409 729 tests se sont révélés positifs, dont 6 178 le 23 septembre. 41 862 des personnes (+ 37 le 23 septembre) qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées dans les 28 jours suivants le test.

Après une première étape ayant interdit le rassemblement de plus de six personnes en dehors des lieux de travail, des écoles et du secteur de l'hospitalité à partir du 14 septembre (« rule of 6 »), **le gouvernement a à nouveau durci la réglementation le 22 septembre :**

- B. Johnson incite les employés pouvant travailler chez eux à **recourir à nouveau au télétravail**. Ceux qui n'en ont pas la possibilité (secteur de l'hospitalité, de la construction, de la distribution, ...) peuvent continuer à se déplacer sur leur lieu de travail.
- A partir du 24 septembre, le gouvernement instaure un **couvre-feu à 22h pour tous les lieux du secteur de l'hospitalité**. De plus, tous les pubs, bars et restaurants devront opérer uniquement avec un service à table, à l'exception des commandes à emporter.
- **Le port du masque est étendu aux employés des commerces, aux passagers des taxis et services privés, ainsi qu'au personnel et clients des lieux d'hospitalité** (en dehors des clients à table).
- **Les conseils sanitaires relatifs au Covid deviennent des obligations légales et le montant des amendes a été relevé**. B. Johnson a également indiqué que la présence des forces de l'ordre dans l'espace public serait renforcée afin de faire respecter les nouvelles règles.
- La règle de six a été étendue aux équipes de sport en intérieur. Les mariages ne pourront plus qu'accueillir 15 personnes (30 auparavant).

Ces règles pourraient être imposées pendant six mois. B. Johnson a également indiqué que des mesures supplémentaires seraient imposées si le taux de propagation R ne repassait pas sous 1. Parmi les mesures possibles : la fermeture complète du secteur de l'hospitalité, un confinement partiel, ou un « circuit breaker » (confinement total de deux semaines pendant les vacances d'octobre).

2. Mesures nouvelles de soutien économique

Le Chancelier a présenté un nouveau plan de soutien (*Winter Economy Plan*) après avoir annoncé le report du Budget de novembre – Ces nouvelles mesures sont mises en place afin de soutenir l'économie alors que les restrictions sanitaires ont été renforcées et que l'objectif principal du gouvernement reste de protéger les emplois.

(1) **Nouveau dispositif de soutien aux emplois : le *Job Support Scheme***

Sous ce dispositif, le **gouvernement s'engage à subventionner le salaire des employés ne pouvant pas retourner au travail à plein temps, mais effectuant au minimum un tiers de leurs heures habituelles, à partir du 1^{er} novembre et pour 6 mois**. Les heures travaillées (33 % au minimum) seront payées par l'employeur ; le gouvernement et l'employeur payeront chacun 1/3 des heures restantes. Ainsi, un employé travaillant 33 % de ses heures habituelles recevrait 77 % de son salaire complet, subventionné à 22 % par le gouvernement et 55 % par l'employeur. **La subvention du gouvernement sera calculée selon le salaire habituel de l'employé, à hauteur maximale de 697,92 £.**

Ce dispositif est disponible aux PME sans restrictions et aux grandes entreprises dont le chiffre d'affaire a diminué en raison du Covid-19. **Il est cumulable avec le *Job Retention Bonus*** (bonus de 1000 £ attribué aux entreprises pour chaque employé *furloughed* qui retrouve son emploi).

Les grandes entreprises ne pourront pas licencier les employés bénéficiant du dispositif et auront des restrictions sur la distribution de dividendes.

Le dispositif de soutien au revenu des travailleurs indépendants (*Self Employment Income Support Scheme*) est également étendu. Le premier déboursement couvrira la période de novembre à janvier, subventionnant 20 % des profits mensuels moyens à hauteur de 1 875 £. Un deuxième déboursement couvrant la période février-avril est prévu, mais les conditions pourront évoluer en fonction de la situation.

(2) Extension des prêts garantis par l'Etat afin de soutenir la liquidité des entreprises

- **Bounce Back Loans : le gouvernement introduit un nouveau mécanisme (*Pay as you Grow*) qui flexibilise le système de remboursement des prêts.** En plus d'étendre la maturité des prêts de 6 à 10 ans (équivalent à la réduction de moitié des remboursements mensuels), les entreprises pourront bénéficier de période de 6 mois où elles ne rembourseront que les intérêts ou où elles suspendront les remboursements, sans que leur notation de crédit soit affectée.
- Autres prêts garantis : la garantie du gouvernement est étendue jusqu'à 10 ans.
- **Tous les PGE restent accessibles jusqu'à la fin du mois de novembre.**

(3) Extension de la période de paiement des impôts différés.

- Les entreprises pourront étaler le paiement de la TVA du T2 20 (due précédemment en mars 2021) sur l'année budgétaire 2020-2021 en 11 mensualités sans intérêts.
- Les travailleurs indépendants pourront bénéficier de 12 mois supplémentaires pour payer leur impôt sur le revenu, ce qui signifie que le paiement déferé de juillet 2020 attendu en janvier 2021 n'aura pas besoin d'être payé avant janvier 2022.

(4) La réduction de la TVA de 20 % à 5 % pour les secteurs de l'hospitalité et du tourisme est étendue jusqu'à fin mars 2021, contre le 15 janvier 2021 auparavant. Cette extension pourrait coûter entre 2 et 4 Md£ au gouvernement.

(5) De plus, le gouvernement a annoncé une enveloppe supplémentaire 16,4 Md£ à destination des services de santé dont : 8,9 Md£ pour soutenir les services du NHS, 5 Md£ pour le développement et la production de vaccins et 2 Md£ pour le programme *Test, Trace, Contain* du gouvernement.

Le gouvernement a étendu les conditions d'attribution du Kickstart jobs scheme – Ce dispositif de 2Md£ permet aux entreprises d'obtenir des subventions couvrant le salaire des six premiers mois des nouveaux emplois créés pour des jeunes entre 16 et 24 ans, précédemment au chômage. Les demandes de subventions pouvaient s'effectuer directement auprès du gouvernement uniquement lorsque 30 positions avaient été créées, ce qui empêchait de très nombreuses entreprises d'y avoir accès. Afin d'y remédier, le gouvernement a accepté de passer par des intermédiaires qui se chargeront de récupérer les demandes des petites entreprises et de les relayer auprès du gouvernement. Plus de 500 institutions ont accepté de jouer le rôle d'intermédiaires, dont des autorités locales, des chambres de commerces et des fédérations comme la *Federation of Small Businesses*.

3. Impact économique et financier

Les mesures de restrictions annoncées le 22 septembre auront un impact économique négatif relativement faible par rapport à un confinement - Les mesures annoncées restent en ligne avec les hypothèses du scénario principal du cabinet de conseil Panthéon Macroeconomics (*ie* sans fermeture généralisée des commerces d'ici la fin 2020), qui anticipe un niveau de PIB à la fin de l'année 5 % en dessous du niveau pré-covid. Les hypothèses retenues par Panthéon dans son scénario sont une augmentation des cas positifs de Covid que le NHS arriverait à traiter, des confinements locaux qui réussissent à endiguer la pandémie et un comportement plus prudent des ménages entraînant une baisse

de la consommation. L'impact économique serait cependant plus sévère si le gouvernement décidait de fermer complètement le secteur de l'hospitalité. Les restaurants et l'hôtellerie représentent 3 % du PIB britannique, et le secteur de la culture et du divertissement 1,5 %. En cas de fermeture courte (2 semaines sous l'hypothèse du "circuit breaker" évoqué par les conseillers scientifiques), JPMorgan estime que l'activité perdrait 0,6 % de PIB trimestriel (2 % de PIB mensuel). En cas de fermeture prolongée, cette décision pourrait conduire à une perte de 5 % du PIB (perte de 80 % d'activité pour les secteurs de l'hospitalité, 20 % pour les autres secteurs).

La première estimation des PMI de septembre pointe vers un ralentissement de l'activité -

Le flash PMI composite de Markit a diminué de 59,1 en août à 55,7 en septembre, en dessous du consensus à 56,1. Cette baisse est imputée à la disparition graduelle des mesures de soutien et à la normalisation de l'activité économique après les gains enregistrés cet été. Le PMI flash des services s'est établi à 55,1 en septembre contre 58,8 en août et le PMI flash manufacturier était également en baisse à 54,3 en septembre contre 55,2 en août. Les attentes des entreprises à propos de la croissance de la demande sur les douze prochains mois ont diminué pour le deuxième mois consécutif, à son niveau le plus faible depuis mai. L'indice sur l'emploi est resté en territoire de contraction à 43.

Tableau des recours aux dispositifs du gouvernement :

Allocations sociales	
Universal Credit (allocations sociales)	Plus de 2,5 M d'inscriptions au <i>Universal Credit</i> du 16 mars au 23 juin
Chômage partiel	
Furlough / Coronavirus Job Retention Scheme	9,6 M d'employés ont bénéficié du chômage partiel au 20 septembre pour un coût de 39,3 Md£. Plus de 1,2 million entreprises y ont eu recours.
Self-employment Income Support	Pour la 1ère phase (demandes de mai à juin), 2,7 M de travailleurs indépendants ont demandé des subventions via ce mécanisme, pour un montant total de 7,8 Md£. Pour la 2ème phase (demandes à partir d'août), 2,2 millions de personnes ont demandé des subventions au 20 septembre pour un montant de 5,6 Md£.
Prêts garantis par le gouvernement	
CCFF	17,53 Md£ accordés à 66 entreprises au 26 août.
CBILS	15,45 Md£ accordés au 20 septembre à plus de 66 000 entreprises.
CLBILS	3,84 Md£ accordés au 20 septembre à 566 entreprises
Bounce Back Loans	38,02 Md£ accordés à plus d'1,2 million d'entreprises au 20 septembre
Future Fund	588 M£ de prêts accordés à 590 entreprises au 16 août

4. [Analyse sectorielle / entreprises](#)

Le gouvernement lance une nouvelle application de traçage pour l'Angleterre et le Pays de Galles

- Cette application mobile, ouverte au téléchargement depuis le 24 septembre, permet de scanner des QR codes afin d'enregistrer ses visites dans les lieux d'accueil du public, et indique aux utilisateurs de s'auto-isoler pendant 14 jours s'ils ont été en contact avec un porteur du virus. Elle intègre également un système de réservation de tests. L'application utilise la technologie Bluetooth, développée par Apple et Google, qui permet la détection d'autres smartphones et l'envoi de notifications ciblées. Après l'abandon d'une première version en mai, le lancement de cette application est décrit par Matt Hancock comme « un moment déterminant qui contribuera à notre capacité à contenir le virus », dans un contexte de fortes critiques vis-à-vis de la gestion de la crise de la Covid-19, notamment concernant la pénurie de tests.

La grande distribution appelle les consommateurs à ne pas faire d'achats « paniques » alors que la perspective d'un nouveau confinement se profile - Le British Retail Consortium a encouragé les consommateurs à être raisonnables dans leurs achats et à éviter les achats « de panique », malgré les dernières annonces et la possibilité d'un nouveau confinement. Les grandes enseignes de distribution se sont voulues rassurantes en annonçant lundi que leurs stocks étaient bien fournis. Selon un sondage YouGov, la crise suscite des inquiétudes quant à la disponibilité des aliments frais si le gouvernement devait réinstaurer un confinement. Moins de la moitié (48 %) des adultes sont convaincus que le système alimentaire et agricole britannique est prêt pour une deuxième vague de Covid-19, ou une future pandémie.

Le secteur de la vente alimentaire à emporter devrait enregistrer un recul de 6 Md£ en 2020 (soit -29% sur 2020) en raison de la crise Covid-19 - Le marché britannique des aliments à emporter devrait se contracter de 29 % en 2020 en raison de l'impact de la pandémie de coronavirus. En 2019, après une croissance de 2,4 %, le marché a été estimé à 21,3 Md£ pour l'ensemble de l'année, et un rapport prévoit que le chiffre d'affaires se rapprochera de ce niveau d'ici la fin 2022. Malgré une réduction significative de la valeur cette année, le marché de la nourriture à emporter devrait se redresser rapidement grâce à sa polyvalence, son faible contact et sa proposition de valeur. D'ici la fin 2021, ce même rapport prévoit que le marché représentera une valeur de 21,2 Md£, juste derrière le chiffre d'affaires de 21,3 milliards de livres sterling en 2019 et une croissance de +41 % par rapport aux prévisions de 2020.

Le renouvellement des « accords d'urgence pour le rail » sonne le glas de l'actuel modèle ferroviaire de Grande-Bretagne – Conclue en mars entre le ministère des transports et les principaux exploitants de concessions ferroviaires anglaises pour faire face à l'impact négatif de la Covid-19 sur les recettes tirées des passagers, ces « accords d'urgence » s'apparentaient à une nationalisation des pertes des transporteurs en ce qu'ils prévoyaient un transfert temporaire des risques d'exploitation au gouvernement britannique. Arrivant à échéance le 20/09/20, leur renouvellement a été l'occasion pour le gouvernement britannique de mettre fin au système ferroviaire en vigueur depuis 24 ans, qui reposait sur des contrats de délégation de service (« franchises ») avec les opérateurs privés. Désormais, une phase transitoire vers un nouveau modèle est enclenchée, et si le gouvernement n'a pas précisé la nature de ce dernier, la revue générale du ferroviaire menée en 2019 semblait privilégier le recours aux marchés publics de services (« concessions »). Il s'agirait alors pour la personne publique d'offrir aux opérateurs une rémunération fixe, déconnectée de la fréquentation du service. Pour l'heure, les contrats transitoires conclus avec transporteurs ferroviaires, dénommés « accords d'urgence pour la relance », prévoient que les exploitants continuent à assurer l'exploitation quotidienne des services ferroviaires, en contrepartie d'une redevance de gestion qui peut toutefois être majorée ou minorée selon la performance de l'entreprise. Le Ministère des transports insiste sur l'innovation introduite par ces contrats à travers la possible sanction des mauvaises performances des transporteurs et sur la possibilité d'exiger des opérateurs qu'ils engagent des « réformes essentielles », telle que la meilleure coordination entre toutes les parties prenantes afin de limiter les inconvénients associés à la fragmentation du paysage ferroviaire. L'introduction de ces contrats provisoires constitue le prélude du Livre Blanc en faveur d'une refonte du ferroviaire – qui devait être publié il y a un an et qui le sera désormais « une fois l'évolution de l'épidémie de Covid-19 clarifiée ».

L'assureur britannique Beazley double son estimation des pertes causées par la Covid-19 – L'assureur impute l'augmentation des demandes d'indemnisation à sa couverture d'annulation des événements. En effet, des conférences ont encore été annulées ces dernières semaines, amenant de nouvelles demandes d'indemnisation qui viennent faire suite à celles du printemps. La compagnie avait déclaré en avril qu'elle s'attendait à payer 170 M\$ pour les sinistres Covid-19, mais elle a augmenté mardi cette estimation à 340 M\$. Cette augmentation soulève des questions quant à savoir si d'autres assureurs commerciaux devront également augmenter leurs estimations de sinistres Covid-19. Le cours de l'action de Beazley a chuté de 13 % en réponse à cette annonce, en baisse de 40 % sur l'année. Les actions des autres assureurs du Lloyd's de Londres, Hiscox et Lancashire, ont également chuté. Beazley a par ailleurs déclaré que le prix des assurances commerciales avait augmenté d'environ 13 % à la fin du mois d'août.